

TRAITE DE COOPERATION EN MATIERE DE BREVETS

Expéditeur : L'ADMINISTRATION CHARGÉE DE
L'EXAMEN PRELIMINAIRE INTERNATIONAL

ARMENGAUD AINE
R E C U

10/500564

16. JAN. 2004

PCT

Destinataire :

Armengaud, Alain
CABINET ARMENGAUD AINE
3 Avenue Bugeaud
F - 75116 Paris
FRANCE

NOTIFICATION DE TRANSMISSION DU
RAPPORT D'EXAMEN PRELIMINAIRE
INTERNATIONAL
(règle 71.1 du PCT)

Date d'expédition
(jour/mois/année)

13.01.2004

Référence du dossier du déposant ou du mandataire
CP/AC 60.591

NOTIFICATION IMPORTANTE

Demande internationale No.
PCT/FR 02/04292

Date du dépôt international (jour/mois/année)
11.12.2002

Date de priorité (jour/mois/année)
30.01.2002

Déposant
ONDEO DEGREMONT

1. Il est notifié au déposant que l'administration chargée de l'examen préliminaire international a établi le rapport d'examen préliminaire international pour la demande internationale et le lui transmet ci-joint, accompagné, le cas échéant, de ces annexes.
2. Une copie du présent rapport et, le cas échéant, de ses annexes est transmise au Bureau international pour communication à tous les offices élus.
3. Si tel ou tel office élu l'exige, le Bureau international établira une traduction en langue anglaise du rapport (à l'exclusion des annexes de celui-ci) et la transmettra aux offices intéressés.

4. NOTIFICATION IMPORTANTE

Pour aborder la phase nationale auprès de chaque office élu, le déposant doit accomplir certains actes (dépôt de traduction et paiement des taxes nationales) dans le délai de 30 mois à compter de la date de priorité (ou plus tard pour ce qui concerne certains offices) (article 39.1) (voir aussi le rappel envoyé par le Bureau international dans le formulaire PCT/IB/301).

Lorsqu'une traduction de la demande internationale doit être remise à un office élu, elle doit comporter la traduction de toute annexe du rapport d'examen préliminaire international. Il appartient au déposant d'établir la traduction en question et de la remettre directement à chaque office élu intéressé.

Pour plus de précisions en ce qui concerne les délais applicables et les exigences des offices élus, voir le Volume II du Guide du déposant du PCT.

Il est signalé au déposant que l'article 33(5) stipule que les critères de nouveauté, d'activité inventive et d'application industrielle tels que définis à l'article 33(2) à (4) ne servent qu'aux fins de l'examen préliminaire international et que "tout État contractant peut appliquer des critères additionnels ou différents afin de décider si, dans cet État, l'invention est brevetable ou non" (voir également l'article 27(5)). De tels critères additionnels peuvent par exemple avoir rapport à des exceptions à la brevetabilité ainsi qu'à des exigences concernant l'exposé suffisant de l'invention, la clarté des revendications et leur fondement sur la description.

Nom et adresse postale de l'administration chargée de l'examen
préliminaire international



Office européen des brevets - P.B. 5818 Patentlaan 2
NL-2280 HV Rijswijk - Pays Bas
Tél. +31 70 340 - 2040 Tx: 31 651 epo nl
Fax: +31 70 340 - 3016

Fonctionnaire autorisé

Smits, A

Tel. +31 70 340-3596





TRAITE DE COOPERATION EN MATIERE DE BREVETS

PCT

RAPPORT D'EXAMEN PRELIMINAIRE INTERNATIONAL

(article 36 et règle 70 du PCT)

Référence du dossier du déposant ou du mandataire	POUR SUITE A DONNER voir la notification de transmission du rapport d'examen préliminaire international (formulaire PCT/PEA416)	
Demande internationale No. PCT/FR 02/04292	Date du dépôt international (jour/mois/année) 11.12.2002	Date de priorité (jour/mois/année) 30.01.2002
Classification internationale des brevets (CIB) ou à la fois classification nationale et CIB C02F1/24		
Déposant ONDEO DEGREMONT		
<p>1. Le présent rapport d'examen préliminaire international, établi par l'administration chargée de l'examen préliminaire international, est transmis au déposant conformément à l'article 36.</p> <p>2. Ce RAPPORT comprend 5 feuilles, y compris la présente feuille de couverture.</p> <p><input type="checkbox"/> Il est accompagné d'ANNEXES, c'est-à-dire de feuilles de la description, des revendications ou des dessins qui ont été modifiées et qui servent de base au présent rapport ou de feuilles contenant des rectifications faites auprès de l'administration chargée de l'examen préliminaire international (voir la règle 70.16 et l'instruction 607 des Instructions administratives du PCT).</p> <p>Ces annexes comprennent feuilles.</p> <p>3. Le présent rapport contient des indications et les pages correspondantes relatives aux points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> I <input checked="" type="checkbox"/> Base de l'opinion II <input type="checkbox"/> Priorité III <input type="checkbox"/> Absence de formulation d'opinion quant à la nouveauté, l'activité inventive et la possibilité d'application industrielle IV <input type="checkbox"/> Absence d'unité de l'invention V <input checked="" type="checkbox"/> Déclaration motivée selon la règle 66.2(a)(ii) quant à la nouveauté, l'activité inventive et la possibilité d'application industrielle; citations et explications à l'appui de cette déclaration VI <input type="checkbox"/> Certains documents cités VII <input type="checkbox"/> Irrégularités dans la demande internationale VIII <input type="checkbox"/> Observations relatives à la demande internationale 		
Date de présentation de la demande d'examen préliminaire internationale 18.06.2003	Date d'achèvement du présent rapport 13.01.2004	
Nom et adresse postale de l'administration chargée de l'examen préliminaire international  Office européen des brevets - P.B. 5818 Patentlaan 2 NL-2280 HV Rijswijk - Pays Bas Tél. +31 70 340 - 2040 Tx: 31 651 epo nl Fax: +31 70 340 - 3016		Fonctionnaire autorisé Liebig, T N° de téléphone +31 70 340-2746 

Demande internationale n° PCT/FR 02/04292

1. En ce qui concerne les **éléments** de la demande internationale (les feuilles de remplacement qui ont été remises à l'office récepteur en réponse à une invitation faite conformément à l'article 14 sont considérées, dans le présent rapport, comme "initialement déposées" et ne sont pas jointes en annexe au rapport puisqu'elles ne contiennent pas de modifications (règles 70.16 et 70.17)) :

1-14 telles qu'initialement déposées

1-7. telles qu'initialement déposées

telles qu'initialement déposées

2. En ce qui concerne la **langue**, tous les éléments indiqués ci-dessus étaient à la disposition de l'administration ou lui ont été remis dans la langue dans laquelle la demande internationale a été déposée, sauf indication contraire donnée sous ce point.

Ces éléments étaient à la disposition de l'administration ou lui ont été remis dans la langue suivante: _____, qui est:

- ☐ la langue d'une traduction remise aux fins de la recherche internationale (selon la règle 23.1(b)).
- ☐ la langue de publication de la demande internationale (selon la règle 48.3(b)).
- ☐ la langue de la traduction remise aux fins de l'examen préliminaire internationale (selon la règle 55.2 ou 55.3).

3. En ce qui concerne les **séquences de nucléotides ou d'acide aminés** divulguées dans la demande internationale (le cas échéant), l'examen préliminaire internationale a été effectué sur la base du listage des séquences :

- ☐ contenu dans la demande internationale, sous forme écrite.
- ☐ déposé avec la demande internationale, sous forme déchiffrable par ordinateur.
- ☐ remis ultérieurement à l'administration, sous forme écrite.
- ☐ remis ultérieurement à l'administration, sous forme déchiffrable par ordinateur.
- ☐ La déclaration, selon laquelle le listage des séquences par écrit et fourni ultérieurement ne va pas au-delà de la divulgation faite dans la demande telle que déposée, a été fournie.
- ☐ La déclaration, selon laquelle les informations enregistrées sous déchiffrable par ordinateur sont identiques à celles du listage des séquences Présenté par écrit, a été fournie.

4. Les modifications ont entraîné l'annulation :

- ☐ de la description, pages : _____
- ☐ des revendications, nos : _____
- ☐ des dessins, feuilles : _____

**RAPPORT D'EXAMEN
PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL**

Demande internationale n°

PCT/FR 02/04292

5. ☐ Le présent rapport a été formulé abstraction faite (de certaines) des modifications, qui ont été considérées comme allant au-delà de l'exposé de l'invention tel qu'il a été déposé, comme il est indiqué ci-après (règle 70.2(c)) :

(Toute feuille de remplacement comportant des modifications de cette nature doit être indiquée au point 1 et annexée au présent rapport.)

6. Observations complémentaires, le cas échéant :

V. Déclaration motivée selon l'article 35(2) quant à la nouveauté, l'activité inventive et la possibilité d'application industrielle; citations et explications à l'appui de cette déclaration

- | | | | |
|--|------|----------------|-----|
| 1. Déclaration | | | |
| Nouveauté | Oui: | Revendications | 1-7 |
| | Non: | Revendications | |
| Activité inventive | Oui: | Revendications | |
| | Non: | Revendications | 1-7 |
| Possibilité d'application industrielle | Oui: | Revendications | 1-7 |
| | Non: | Revendications | |

2. Citations et explications

voir feuille séparée

Concernant le point V

Déclaration motivée selon l'article 35(2) quant à la nouveauté, l'activité inventive et la possibilité d'application industrielle; citations et explications à l'appui de cette déclaration

- 1 Il est fait référence aux documents suivants:

D1: LUNDH M ET AL: "Experimental studies of the fluid dynamics in the separation zone in dissolved air flotation" WATER RESEARCH, ELSEVIER SCIENCE PUBLISHERS, AMSTERDAM, NL, vol. 34, no. 1, 1 janvier 2000, pages 21-30
D2: BERNE F ET AL.: "Water Treatment Handbook" 1991, SIXTH ENGLISH EDITION, VOL. 2, PAGES 679-686, LAVOISIER PUBLISHING, PARIS

- 2 La revendication 1 ne satisfait pas aux conditions requises à l'article 33(3) PCT:

Le document D1 est considéré comme l'état de la technique le plus pertinent. Le document décrit une installation de purification d'eau par flottation comportant une zone de mélange (voir D1, fig. 1, référence 3), dans un courant ascendant de l'eau pressurisée délivrée par un système de pressurisation-détente (7, 8, 9, 11), un générateur de microbulles et une zone de flottation (5), comportant à sa partie inférieure un moyen de reprise (6) de l'eau clarifiée. Les conditions hydrauliques étudiées dans le document D1 sont assez proches de celles de la présente demande (charge hydraulique pendant les essais entre 10 et 20 m/h, la cellule de flottation permettant une charge jusqu'à 30 m/h, profondeur de l'eau entre 1,2 et 1,3 m, pressurisation de 5 bar, débit d'eau pressurisée entre 5 et 15% du produit traité). Comme dans la présente demande l'objectif principal de la recherche décrit dans D1, consistait en une amélioration des conditions hydrauliques dans la zone de flottation.

Même si le document D1 ne contient pas de "plan d'exécution", les figures dans le document ne sont pas d'une nature schématique mais des dessins précis montrant les résultats des calculs numériques et incluant les dimensions exactes de la zone de flottation. En utilisant l'échelle de la figure 4, on peut clairement déduire le rapport entre la hauteur de la zone située au-dessus de la base du bassin et la longueur de la zone de flottation ($H/L = 120 \text{ cm}/120 \text{ cm} = 1$ ou même < 1 , si on calcule H en considérant l'existence du moyen de reprise 6, qui n'est pas montré dans la fig. 4). De la même manière, on calcule le rapport entre la surface de la "lame d'eau" à la sortie de la zone de mélange (3, selon fig. 1) et la surface de la zone de flottation $S_a/S_p = (30 \text{ cm} \cdot 70 \text{ cm})/(120$

cm · 70 cm) = 0.25 (voir aussi les dimensions données aux pages 22 et 23 du document D1). L'homme du métier peut ainsi déduire sans ambiguïté les dimensions du dispositif utilisé dans D1.

En conséquence, la seule différence entre l'objet de la revendication 1 et le dispositif décrit dans le document D1 consiste en l'absence des zones de coagulation et floculation en amont de la zone de flottation. Quant à la forme, l'objet de la revendication 1 est donc nouveau (article 33(2) PCT).

Le problème que se propose de résoudre la présente invention peut être considéré comme étant l'amélioration de l'installation de flottation.

La solution proposée dans la revendication 1 de la présente demande n'est pas considérée comme inventive (article 33(3) PCT), car l'utilisation des zones de floculation et coagulation en amont de la cellule de flottation est seulement une des possibilités évidentes que la personne du métier pourrait choisir, pour la purification d'eaux chargées en matières en suspension, sans qu'une activité inventive soit impliquée (voir par exemple le document D2, fig. 359).

En outre, il ne semble pas que l'utilisation des zones de coagulation et floculation puisse contribuer à résoudre les problèmes de dimensionnement des installations de flottation énoncés sur la page 3, lignes 21 à 25 de la présente demande.

3 Dans les revendications dépendantes 2-7, des modifications légères de construction de l'installation décrites dans la revendication 1 sont définies; ces modifications entrent dans le cadre de la pratique courante pour la personne du métier et les avantages qui en résultent sont aisément prévisibles. En conséquence, l'objet des revendications dépendantes 2-7 n'implique pas non plus une activité inventive (article 33(3) PCT).

4 Le dispositif selon l'objet des revendications 1-7 peut être appliqué industriellement.